

Ce numéro de
Citoyens Militants est
envoyé en plusieurs
exemplaires pour
assurer la promotion de
nos idées



Citoyens MILITANTS

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - mai/juin 2009

Européennes / le MRC pour un vote blanc ou nul



« Le Mouvement Républicain et Citoyen ne prend pas part à la campagne des élections européennes. Il préconise, le 7 juin prochain, un vote blanc ou nul à ces élections européennes. Pourquoi ?

Cette élection à un Parlement-fantôme est un trompe l'œil. Dans cette enceinte où 770 soi-disant députés inconnus de leurs électeurs peuvent s'exprimer

trois minutes chacun, en usant de l'une des vingt-deux langues officielles reconnues, aucune volonté générale ne peut bien évidemment s'exprimer.

M. Sarkozy, à Nîmes, a parlé de politique de change volontariste, de protection communautaire et de politique industrielle commune, mais il sait très bien que le texte du traité de Lisbonne qu'il a fait adopter, l'en empêchera. La même schizophrénie - pour ne pas dire hypocrisie - frappe le Parti socialiste qui a approuvé lui aussi le traité de Lisbonne. D'ores et déjà MM. Brown et Zapatero ont fait savoir que les

députés travaillistes anglais et ceux du PSOE espagnol soutiendraient le candidat libéral à la présidence de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso.

Cette élection est vide de contenu.

Ni le NPA de M. Besancenot ni le « Front de gauche » ne proposent de stratégie de redressement crédible. L'un ne veut pas venir au pouvoir. L'autre méconnaît le ressort que peut constituer l'exercice de la souveraineté nationale, c'est-à-dire de la démocratie, dans une Europe qui est faite d'une trentaine de nations.

C'est sur celles-ci qu'il faudra s'appuyer pour redresser une construction européenne que le dogme libéral et le mythe d'un peuple européen inexistant vouent à l'impuissance.

Le Mouvement Républicain et Citoyen appelle au vote blanc ou nul de préférence à l'abstention : le peuple français, en effet, ne doit pas laisser bafouer la volonté qu'il a démocratiquement exprimée le 29 mai 2005. »

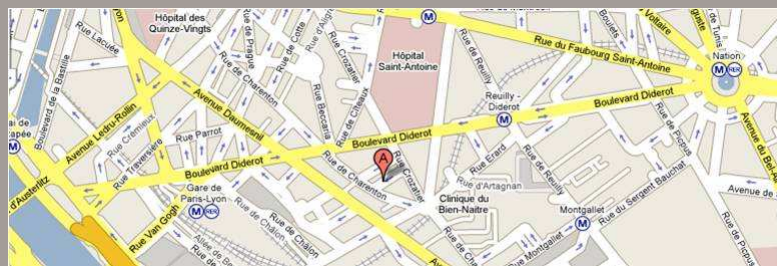
Le nouveau siège national est ouvert



Depuis mars dernier, les réunions du secrétariat national se déroulent au nouveau siège national du MRC et une nouvelle permanente a été engagée afin d'assurer le bon fonctionnement du parti.

A quelques centaines de mètres de la gare de Lyon, au cœur de la capitale, le siège national est facilement accessible en transports.

Nouvelles coordonnées :
Mouvement Républicain
et Citoyen
3 avenue de Corbéra
75012 PARIS
tel : 01.44.83.83.00
/01.55.78.05.40



La crise économique, ses conséquences sociales et l'ir

La crise financière, économique et sociale grave que nous traversons doit être l'occasion de mettre de la politique dans un débat qui, parce que beaucoup ne le comprennent pas, reste un débat de connaisseurs.

1 – Une réalité économique

La crise *financière* demeure. Certains établissements financiers, notamment aux Etats-Unis, sont encore en difficultés. Les banques ont augmenté les garanties qu'elles demandaient et le crédit est donc plus rare.

C'est de *récession* qu'il faut parler et non pas d'une croissance en baisse ou d'une croissance négative. Il est curieux que le mot ne soit que rarement employé. En 6 mois, la production a baissé de l'ordre de 2,5 % en France. Cela entraîne (en positif) une baisse de l'inflation, qui était déjà faible et approche le niveau zéro.

La production *automobile*, traditionnellement élément important de la croissance dans les pays industrialisés qui ont une telle industrie, est toujours en baisse, malgré la « prime à la caisse », qui n'a fait qu'amortir la récession dans ce secteur.

La crise *immobilière* dont le lien, via le crédit hypothécaire, avec le déclenchement de la crise est évident, est importante : baisse des ventes, baisse des prix (ce qui n'a pas que des inconvénients, dans la mesure où ils avaient monté de façon spéculative). Pourtant, la difficulté de trouver un logement est plus que jamais une réalité. Les pays qui avaient développé sans retenue l'accession à la propriété (Etats-Unis, Espagne) sont à cet égard en grande difficulté.

Le *nombre d'emplois supprimés* est important. Il est de l'ordre de 300 000 emplois en France, et de près de 3 millions aux Etats-Unis.

Les pays traditionnellement *exportateurs* de biens d'équipement (Allemagne, Japon) voient leurs commandes s'effondrer. Les exportations allemandes connaissent une baisse supérieure à 30 %.

2 – Des conséquences sociales

Le *chômage* est en hausse. La poursuite de la tendance actuelle conduit à un chômage de 8,8 % en juin, soit une augmentation de plus de 20% du nombre des chômeurs depuis le début de l'an dernier. Le chômage partiel (heures ou jours non travaillés sans qu'il y ait rupture du contrat de travail), qui se comptait en centaines de milliers d'heures l'an dernier, est désormais supérieur à 10 millions d'heures par mois.

Le *pouvoir d'achat* diminue, malgré une inflation proche de zéro, du fait de l'augmentation du chômage et de la sous-activité, ainsi que de la tendance à l'épargne de précaution. Mais, comme le montre le débat actuel, les inégalités



sont fortes.

Les *sinistres industriels* ne sont pas toujours directement liés à la récession, ils conservent une dimension de délocalisation d'activités. Si Heuliez (autocars et équipements automobile) a des difficultés directement liées à la crise, la décision de délocalisation est davantage présente pour Continental à Clairoux.

Les grandes journées d'action manifestent une *unité syndicale* nouvelle incluant l'UNSA et SUD en plus du cercle des cinq grandes organisations. Mais le contenu de cette unité est pour l'instant assez flou.

3 – L'intervention politique

Le discours dominant est celui de la *parenthèse* : une fois la parenthèse de la crise passée, tout redeviendrait comme avant. Or, c'est bien entendu une profonde transformation qu'il nous faut exiger, à la hauteur de la gravité de la crise. Le *retour de l'Etat* est une donnée qu'il nous faut théoriser. En effet, l'intervention de l'Etat dans l'économie n'est pas indispensable seulement en temps de crise, c'est au contraire la crise qui met en évidence une insuffisante intervention de l'Etat, au nom de l'intérêt général, dans la régulation des activités économiques. L'Etat ne doit pas s'excuser d'intervenir dans le capital des banques, il doit en exiger la contrepartie : son mot à dire dans les conseils d'administration.

L'*Union européenne* est *inexistante* face à la crise. Pourtant, elle ne change rien à sa doctrine de fond : la concurrence plutôt que la politique industrielle, le libre échange plutôt que la protection, la marché plutôt que le service d'intérêt général. Elle met juste un (petit) bémol à certaines positions qui apparaîtraient décalées (par exemple sur les aides d'Etat), mais son mandat ultra libéral n'a pas été changé.

Il existe des *débats intéressants*, mais mal posés et qui exigent donc une clarification politique de la part de la gauche. C'est la question de la maîtrise du système économique, au nom de l'intérêt général, qui est au centre de la crise que nous traversons. Or, une telle maîtrise est

contestée dans sa légitimité depuis que la victoire de l'ultralibéralisme dans les pays anglo-saxons au début des années 80, puis dans le monde entier par la suite. Il nous faut nous emparer des débats réels qui existent aujourd'hui pour transformer les débats conjoncturels en débats de fond :

- le débat sur la *régulation financière* : ce n'est pas seulement quelques règles de transparence qu'il faut imposer aux marchés, c'est une vraie régulation nationale et internationale de la place de la finance qui est nécessaire ;

- le débat sur la protection et les *limites du libre échange* : ce n'est pas seulement quelques correctifs qu'il faut apporter en s'excusant, c'est la protection contre la mise en concurrence des systèmes sociaux qui est légitime ;

- le débat sur les *revenus des patrons* et les « boni » des financiers : ce n'est pas seulement une question morale dont il faut se scandaliser quand la crise atteint les petites gens, c'est une nouvelle inversion de la part respective des

revenus du travail et de ceux du capital qui est nécessaire ;

- le débat sur la *relance* montre que nous n'en avons pas fini avec les déficits américains qui vont s'accroître : les parts respectives du soutien aux banques, aux entreprises et aux ménages doivent bouger en Europe, malgré les réticences allemandes et communautaires ;

- le débat sur les *paradis fiscaux* est ambigu, dans la mesure où il peut se substituer à la nécessité d'une régulation financière : or, il faut à la fois remettre en cause les paradis fiscaux et réglementer l'activité financière.

Sur toutes ces questions, la gauche est tout sauf claire. C'est pour nous l'occasion d'une intervention publique claire, au nom de l'intérêt général. La période nécessite plus que jamais de l'audace pour combattre les idées qui permettent au capitalisme financier mondialisé de s'imposer sur le ton de l'évidence.

La pétition pour un salaire maximum soutenue par Jean-Pierre Chevènement

Le Comité des Sages sur les abus des rémunérations des grands patrons, mandaté par le MEDEF et l'AFEP, va commencer à travailler. On se souvient que ledit Comité avait été créé après la grosse colère de Nicolas Sarkozy contre la rémunération des dirigeants de la Société Générale.

Mais comme beaucoup de coups de gueules présidentiels, on sait déjà que celui-ci ne sera guère suivi d'effets. D'abord parce que le Comité a limité son champ d'intervention aux entreprises qui recourent « massivement » au chômage partiel ou à des plans sociaux « d'ampleur ». Ensuite parce que le sage désigné pour présider le Comité, Claude Bébear dispose de plusieurs jetons de présence dans des grands groupes (Axa, mais aussi Schneider, Vivendi et BNP-Paribas). Même s'il est l'auteur inspiré du livre « Ils vont tuer le capitalisme », co-écrit avec Philippe Manière, le quotidien fort peu gauchiste Les Echos se demande s'il est le mieux placé pour aider les grands patrons à prendre conscience de ce que peuvent avoir de choquant leurs pratiques dans ce domaine.

Il faut donc nous occuper nous-même de lancer le débat public. C'est l'objet de cette appel, que nous appelons à signer et faire signer. La limitation de la rémunération des dirigeants ne résoudra pas à elle seule la crise. Mais sa valeur symbolique est forte. Et il n'y a aucune raison pour les sacrifices et les efforts ne soient concentrés que sur les salariés sous prétexte qu'ils sont les plus nombreux. Ce n'est pas une question de morale mais de société : le système hyper-inégalitaire que nous connaissons vient d'exploser, il nous faut inventer autre chose.

Pour un salaire maximum

Avec la crise économique a surgi le débat sur le salaire maximum qui aurait été jugé totalement ringard voici encore quelques mois.

Pourtant, cette proposition est de bon sens. Elle est même un symbole indispensable si les dirigeants veulent montrer qu'ils ont compris quelque chose au marasme actuel et qu'ils ne souhaitent pas que tout revienne « comme avant ».

Le salaire maximum, ou mieux, la rémunération maximale, intégrant bonus et primes, est presque une nécessité : le salarié le mieux payé d'une entreprise vit dans la même société que celui qui est le plus mal payé. Si le premier gagne, comme c'est le cas aujourd'hui, 300 ou 400 fois, voire 5 ou 600 fois plus que le second, il n'a aucune chance de comprendre son univers et donc de prendre des décisions raisonnables qui le concernent. Conscient du problème, l'écrivain George Orwell avait proposé que le salaire du chef d'entreprise ne puisse jamais être plus de dix fois celui de l'ouvrier le plus mal payé. Pour Henry Ford, qui avait deviné qu'il vaudrait mieux fabriquer des 2 CV que des Jaguar, la bonne proportion était 40 fois.

Dans la France de 2009, cela représente environ 500 000 euros de rémunération annuelle, ce qui est déjà une somme motivante. Le plafond pourrait être instauré par la loi ou par une mesure fiscale comme aux Etats-Unis, taxant à 80 ou 90% les revenus au-delà d'un certain niveau. Bref, la méthode se discute, mais le principe doit s'imposer au législateur le plus vite possible.

Premiers signataires : Samir Amin (économiste), Philippe Cohen (journaliste), Eric Conan (journaliste), Laurent Cordonnier (économiste), Liêm Hoang-Ngoc (économiste), Frédéric Lordon (économiste), Bernard Maris (économiste), Hervé Nathan (journaliste), Dominique Pilhon (économiste), Christophe Ramaux (économiste), Gilles Raveaud (économiste), Bertrand Rothé (économiste), Maurice Szafran (journaliste), Jacques Sapir (économiste), Henri Sterdyniak (économiste), Bruno Tinel (économiste), Michel Le Net (président d'honneur du Cercle d'Ethique des Affaires).

Soutenus par : Jean-Pierre Chevènement, Nicolas Dupont-Aignan, Jean Glavany, Jean-François Kahn, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon, Alain Liepietz.

Retrouvez la pétition sur <http://www.marianne2.fr/>

L'Université d'Eté du MRC à Toulouse

Les 5 et 6 septembre prochains,
l'université d'été du MRC se
tiendra dans la ville rose.

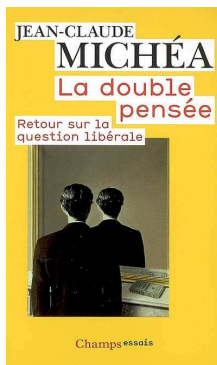
Des informations complètes et
un bulletin d'inscription vous
seront communiqués dans les
semaines à venir.

**Réservez dès à présent votre
week-end pour assister aux
débats !**



Lectures / Michéa ou le libéralisme mis à nu

Notre époque aime à considérer qu'elle se trouve dépourvue de figures intellectuelles majeures. Pourtant, l'œuvre du très discret Jean-Claude Michéa vient contrarier cette idée largement répandue. Son dernier livre creuse le sillon d'un travail qu'il avait entamé avec succès dans *L'empire du moindre mal* (Climats, 2007) autour de la civilisation libérale. *La double pensée* rétablit le trait d'union qui manquait entre le libéralisme économique conceptualisé par Adam Smith - aujourd'hui au cœur de la tourmente - et le libéralisme politique et culturel dont se réclament la majorité des mouvements de gauche depuis les années 60, de la deuxième gauche à la gauche altermondialiste et écologique. Pour Michéa, la distinction entre les deux formes du libéralisme est entretenue de manière artificielle: « Il n'existe aucune contradiction de principe entre la lutte des libéraux économiques pour la mondialisation des échanges et l'abolition de toutes les frontières et celles que les libéraux politiques et culturels ont engagée contre tous les tabous arbitraires de la morale et contre toutes les discriminations ». Il soutient au contraire que la doctrine des apôtres du divin marché d'une part, et celle de la gauche moderne obsédée par l'extension illimitée des libertés civiles d'autre part, procèdent d'une seule et même logique. La seule chose que « L'empire du moindre mal » juge légitime d'interdire, ce sont toutes les conduites supposées porter



atteinte à la liberté équivalente d'autrui. Par voie de conséquence, la civilisation libérale réduit le champ politique à celui d'une mécanique qui assure la gestion des conflits, entendus comme volontés individuelles contradictoires. Les deux libéralismes ont d'ores et déjà déserté depuis longtemps toute idée de volonté générale et de projet collectif. Donc de République. Professeur de philosophie au lycée, Jean-Claude Michéa démantèle un mythe et prouve qu'une pensée politique exigeante se forge aujourd'hui à distance des plateaux de télévision...

(*La double pensée*, 2008, Champs-Flammarion, 9€)

adhérez au MRC maintenant !

et soutenez Jean-Pierre Chevènement



Mouvement
Républicain
et Citoyen

Dès maintenant, adhérez ou réadhérez au MRC en retournant ce coupon avec votre chèque de cotisation nationale fixée à 55 euros (25 € pour les jeunes, les personnes au chômage ou au RSA). Au-delà de ce montant, la somme est reversée intégralement à votre comité départemental. Votre carte d'adhérent 2009 vous sera envoyée par courrier du siège national.

Adhésions 2009

Je soussigné(e) **NOM** **Prénom**.....
Adresse
Ville..... CP.....
Date de naissance..... Syndicat.....
Profession..... Lieu professionnel.....
Téléphone Portable
Courriel.....
Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite **adhérer au MRC**
 renouveler son adhésion au MRC

Et joint un chèque de € à l'ordre de l'AFMRC

Coupon à renvoyer complété
avec le versement à :
MRC - 3 avenue de Corbéra
75012 PARIS

Un reçu fiscal vous sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation. (ainsi, pour 100€ de cotisation, le coût réel est de 34€)

Fait à le Signature :